

La CGT et les évolutions culturelles des années 1965-1975

AMORCE D'UNE RÉFLEXION

D'importantes et nombreuses transformations ont traversé la société française tout au long des années 1965/1975. La dimension culturelle de l'affaire est importante; que l'on entende par-là la façon dont les femmes et les hommes en faisant société font culture, s'exerçant au dur métier de vivre, de travailler, d'aimer et de lutter, ou bien le mouvement propre d'activités relevant spécifiquement de la sphère symbolique et réflexive de la création artistique, de la recherche. Et surtout, le rapport social de ces deux "domaines". Rapport dont la forme s'est elle-même modifiée ces années. Peut-être est-ce même là le plus important. Ces mutations en cours, les luttes sociales et les événements chaotiques du printemps 1968 les manifesteront et en prolongeront l'écho, la dynamique. En 1975, le paysage "culturel" de la société française ne sera plus tout à fait le même.

On a raison de le rappeler; les mobilisations ouvrières de mai et juin 1968 s'inscrivaient dans une dynamique sociale déjà fortement engagée. Portées à leur paroxysme, les revendications de la vie matérielle ouvrière posées avec force, souvent portées par l'unité depuis plusieurs années connaîtront, ces semaines-là, des succès importants, sous certains aspects d'envergure inégalée. Toutefois, ces luttes vont composer et s'articuler dans de fortes contradictions, parfois dans la confusion et l'incompréhension, dans la confrontation, rarement, mais tout de même, dans l'affrontement violent, avec des manifestations de formes et d'ampleurs inédites, souvent menées par de jeunes étudiants dont les leaders encore peu médiatisés paraissent surgir de l'action même. Les mots ne sont pas les mêmes. Les maux sans doute pas tout à fait non plus. Les affiches également. Pourtant, «*Mai 68 fut une convergence, c'est comme si des milliers de petites rigoles avaient abouti au même point, formant un lac d'impatience qui ne pouvait*

que déborder», écrit Jean-Christophe Bailly dans un court récit, *Un arbre en mai*, paru en 2017.

Beaucoup contestent la société, la vie telle qu'on nous la fait et la légitimité de toute institution. Souvent minoritaires dans l'expression, ils n'en reflètent pas moins de nouvelles contradictions et aspirations de la société, et notamment de la jeunesse, étudiantes mais également issue du monde industriel. De très nombreux ouvriers ne se soumettent plus, ou difficilement, à l'ordre usinier, à ses contraintes et à ses hiérarchies. Enfin, si les syndicats, dont la CGT, peinent parfois à répondre aux attentes des ouvriers grévistes, ils encadrent tout de même une très large partie des mouvements sociaux. Ces années signent le terme d'une longue période, celle de l'après-guerre et de la décolonisation, avec la fin de la colonisation de l'Algérie, qui commence lentement dès avant 1965 et qui culminera par l'irruption de mai 1968. «*On sort d'un silence pesant, un silence mauvais, glacial, glaçant étouffant, mortel... celui de la société gaulliste* ⁽¹⁾.» C'est également un silence sur les luttes, et donc sur l'espoir et l'avenir de la jeunesse. Et

(1) Kaplan (Leslie), *Mai 1968, le chaos peut être un chantier*, Paris, POL, 2018, 80 pages.

justement, une autre jeunesse émerge, nombreuse puisque c'est celle née après la Libération.

La censure de l'information pèse sur la télévision, nombre d'affiches de 1968 le rappelleront. Les fortes luttes de l'ORTF ébranleront mais ne mettront pas à bas cette information d'État. Rappelons seulement ici l'interdiction à la télévision, jamais levée, du film de Marcel Trillat *Le Premier Mai à Saint-Nazaire* (1967) et/ou celles qui frapperont René Vautier. Au-delà de la censure politique et d'État, c'est une société asphyxiante, uniforme, encadrée et corsetée par un pouvoir gaulliste dont il ne reste du prestige que l'autoritarisme, qui apparaît surannée. En 1966, *La Religieuse*, le film de Jacques Rivette (d'après le roman de Denis Diderot), est censuré par André Malraux qui parvient toutefois à empêcher celle des *Paravents* de Jean Genet que les extrémistes de droite demandaient



SLONISKRA

L'un des groupes Medvedkine à Besançon, années 1970.

La CGT et Travail et Culture, des liens explicites ?

Les justifications avancées par la CGT dans les années 1950 et 1960 pour investir le champ des loisirs se réfèrent à un modèle syndical d'organisation du temps libéré hérité de 1936 : la conquête d'un temps libre plus long, des moyens de le soustraire à l'influence capitaliste et de lui conférer une ambition éducative est une partie légitime des préoccupations revendicatives ⁽¹⁾. Ce modèle syndical se construit au moyen des CE et avec le concours « *en matière de réalisations sociales [...] des associations et organisations démocratiques constituées sur des bases larges* », parmi lesquelles figure l'association Travail et Culture, née en 1944. Les liens entre la CGT et l'association sont, en l'état, à la veille de 1968, tacites. Travail et Culture collabore ainsi en tant qu'outil de coordination et de mutualisation de l'activité des CE à la production de leurs arbres de Noël – moment fort de leur activité. À l'hiver 1966, le cirque Bouglione menace de ne pas réaliser les arbres de Noël des CE de la région parisienne au motif du non-paiement par l'association de ceux de l'hiver précédent. Du fait de la domination de la CGT dans une majorité de CE, le Bureau confédéral de la CGT assure le cirque de la solvabilité de l'association : les arbres de Noël ont finalement lieu. La résolution de cette crise est suivie de l'intervention d'Henri Krasucki et de Livio Mascarello, secrétaires confédéraux (ce dernier ayant dans l'organigramme du bureau confédéral la charge des CE), dans la préparation de l'assemblée générale de Travail et Culture des 20 et 21 mai 1967 : le secrétaire général de l'association, Maurice Delarue, démissionne, Jacques Morand le remplace. Cette intervention confédérale ne donne pourtant pas lieu à la clarification des relations entre les deux organisations. Face à l'offensive d'acteurs sociaux, dont la CFDT, plus en phase avec les aspirations qualitatives ou culturelles telles qu'elles s'expriment en 1968 ⁽²⁾, la CGT prête dans l'après-1968 une attention soutenue à la culture en convoquant, les 25 et 26 janvier 1969, deux journées d'étude sur « L'activité de la CGT pour l'accès des travailleurs à la culture » ⁽³⁾. Dans son intervention de clôture, Henri Krasucki se livre à une réinterprétation de l'histoire de Travail et Culture, créée par la CGT : il réaffirme, par-là, l'emprise de la CGT sur l'association, l'assignant à un rôle de prestataire de services. Lors d'un stage de formation de militants culturels organisé par

Travail et Culture en 1974, une fiche de lecture rédigée par un groupe de stagiaires reproduit *in extenso* le rapport d'introduction de Livio Mascarello aux journées d'étude de 1969 – signe que celles-ci font figure, cinq ans plus tard, et probablement jusqu'à la création fin 1975 du service de politique et d'action culturelle de la CGT, de référence et, en même temps, illustration que l'élaboration théorique de l'association est tributaire de celle de la confédération CGT. Les liens entre la CGT et Travail et Culture sont clarifiés début 1978. Le Bureau confédéral de la CGT est intervenu un an plus tôt afin d'aider l'association à faire face à une nouvelle crise bancaire : Jacques Morand démissionne, Guy Konopnicki le remplace. Une rencontre officielle entre les directions des deux organisations a lieu le 9 janvier 1978, un communiqué commun formalise le partage des rôles : la CGT mène le combat revendicatif du droit à la culture et plaide pour que les CE à majorité CGT s'en emparent, Travail et Culture organise et diffuse des activités culturelles. Ce renforcement des liens – effet différé de 1968 – est paradoxalement marqué par la distension de la position subordonnée de l'association à l'égard de la confédération CGT. Travail et Culture enregistre la caducité, après 1968, du modèle syndical hérité de 1936, 1968 et ses suites contribuant à repenser les relations du travail et du hors-travail : le contenu, les formes du travail déterminent la nature des loisirs, le travail comme acte culturel se heurtant à la division sociale du travail. Ce nouveau postulat est le préalable à l'invention, à la fin des années 1970, par l'équipe nationale de l'association, dirigée par Guy Konopnicki puis Lucien Marchal, de contenus et de moyens : tout en étant partie intégrante de l'écosystème syndical de la CGT, Travail et Culture conquiert, par-là, son autonomie.

Thibaud BLASCHKA

(1) Pattieu (Sylvain), *Tourisme et travail. De l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)*, Paris, Presses de Sciences po, 2009, p. 75-81.

(2) Tartakowsky (Danielle), « La CGT, du hors travail au cadre de vie », in Hedde (Joël), (dir.), *La CGT de 1966 à 1984 : l'empreinte de Mai 1968*, Montreuil, Institut CGT d'histoire sociale, 2009.

(3) *Le Peuple*, n° 818, 16-31 mars 1969, p. 3-15.

L'affiche du film *Élise ou la vraie vie*, de Michel Drach, tiré du roman éponyme de Claire Etcherelli, avec Marie-Josée Nat, mai 1970.



COLLECTION IHS CGT

violenment. Ça donne le ton. Les films de fictions de Jacques Rozier (*Adieu Philippine*) ou de Jacques Demy (*Les Parapluies de Cherbourg*) et surtout *Muriel ou le temps d'un retour*, d'Alain Resnais, expriment bien le poids du silence et du mutisme qui étouffaient la société.

Irruption de la parole révoltée

« En mai dernier, on a pris la parole comme on a pris la Bastille en 1789... La place forte qui a été occupée, c'est un savoir détenu par les dispensateurs de la culture et destiné à maintenir l'intégration ou l'enfermement des travailleurs, étudiants et ouvriers dans un système qui leur fixe un fonctionnement », écrira Michel de Certeau⁽²⁾. On a oublié combien 1968 avait libéré la parole. Même si elle sera trop souvent de nouveau scellée et confisquée, ce sera sans comparaison. Et la leçon c'est que, la parole, il faut toujours la prendre ! Si un documentaire donne à voir ce qu'est cette révolte, c'est *Reprise*, d'Hervé Le Roux (1996). Où l'on voit cette jeune femme gréviste des usines Wonder à Saint-Ouen, en juin 1968, refuser de reprendre le travail malgré les injonctions et pressions qui s'exercent de toutes parts, et pas seulement du côté de la direction, pour qu'elle le fasse. Hervé Le Roux, reprenant lui-même, dans son film, les *rushes* de *La Reprise du travail aux usines Wonder* tourné par des étudiants de l'Idhec en 1968⁽³⁾. Cette prise de parole, et ici encore de la parole ouvrière et féminine, on la retrouve dans *Classe de lutte*, du groupe Medvedkine. Où l'on voit Suzanne, jeune ouvrière, chercher sa liberté, construire une parole singulière et militante ; et partager le savoir de cette émancipation. Ainsi *Classe de lutte* conjugue trois visages : « celui d'une femme, celui d'une époque et celui de la conscience d'une époque »⁽⁴⁾. Nés à l'initiative de Chris Marker et de Paul Cèbe, militant ouvrier et de l'action culturelle à Rhodiacéta (Besançon), et du Centre culturel populaire de

Palente et des Orchamps (CCPPO), avec le soutien de Bruno Muel et de bien d'autres amis – René Vautier, Jean-Luc Godard, Colette Magny... –, les groupes Medvedkine réalisent leurs propres films à Sochaux ou Besançon jusqu'en 1975. Dans ces films se donne à lire non seulement « la » culture d'une classe sociale, mais un point de vue du monde du travail sur la culture comme ressources pour son émancipation.

Culture et classe ouvrière

En effet, les grèves que l'on nous montre sont également des moments très concrets de fécondations réciproques du culturel et du social : les revendications ne sont plus seulement autour de l'entreprise (salaires ou sécurité, conditions), mais aussi sur le travail lui-même et sur le mode de vie que la société impose notamment à la classe ouvrière et dont on nous montre comment elle tente de s'affranchir (consommation addictive et standardisée, publicités, habitats et urbanisations, évolutions du *process* de travail, temps sociaux, familles, loisirs). D'autres recherches confirmeront ces approches, immersions de longue durée dans l'entreprise et en connivence, pas toujours facile mais recherchée, avec l'existence et les combats ouvriers ; mouvement qui prendra le titre éponyme d'un livre emblématique, *L'Établi*⁽⁵⁾, celui qu'écrira Robert Linhart qui, au lendemain de 1968, s'établit pour contribuer à la lutte des ouvriers de chez Citroën. Le livre paraîtra en 1978. Nombreux seront les sociologues, ethnologues écrivains, documentaristes à embaucher ainsi (Leslie Kaplan, Jean-Pierre Thorn, Nicolas Hatzfeld, etc.). Dans la diversité de leurs approches, de leurs parcours, de leurs engagements et appartenances, tous concourent à chercher ce qui se joue à l'entreprise dans l'exécution de la tâche, dans les luttes et la culture souvent sauvage et rebelle, mais savante tout autant, qui s'y déploie. L'industrie est reconnue comme lieu de culture, non seulement technique et sociologique, mais de construction sociale à libérer. D'une certaine façon, l'implication de la CGT de Paris dans l'aventure de l'université de Vincennes témoigne de cette même démarche. Au-delà de la simple volonté d'ouvrir l'enseignement à des populations qui en étaient écartées, prend corps l'intuition d'une autre conception du savoir. Et de fait, à l'exemple de Jean-Michel Leterrier⁽⁶⁾, de nombreux militants contribueront ainsi à la constitution et à l'extension du savoir.

Des contradictions

« Nous sommes les enfants de Marx et de Coca-Cola, comprenez qui voudra », lançait avec le sens de la provocation qu'on lui connaît Jean-Luc Godard, en 1966, dans *Masculin féminin*, comme prophétisant la contradiction du mouvement en devenir ! La société du spectacle diagnostiquée en 1967 s'installe, et Mai n'inversera pas le mouvement⁽⁷⁾. Elle le vampirisera plutôt. En 1964 est créée la seconde chaîne de télévision, la publicité apparaît sur la première chaîne en 1971, la troisième chaîne naît en 1972. Le format, la grammaire et le tempo télévisuels établissent leur domination. Documentaires, sports, variétés, jeux, distractions, musiques. Le décor kitch l'emportant sur l'architecture

(2) De Certeau (Michel), *La Prise de parole et autres écrits politiques, Le Seuil, coll. Points « essais », 1994, 280 pages.*
 (3) Voir : <<https://www.youtube.com/watch?v=ht1RkTMY0h4>>.
 (4) Rongier (Sébastien), *Les Groupes Medvedkine, remue.net, 2006.* <<http://remue.net/spip.php?article1726>>.
 (5) Linhart (Robert), *L'Établi, Éditions de Minuit, 1981, 180 pages.*
 (6) Jean-Michel Leterrier, *conseiller confédéral à la politique culturelle de la CGT, a soutenu une thèse en esthétique à Paris VIII.*
 (7) Debord (Guy), *La Société du spectacle, Buchet/Chastel, 1967, 175 pages.*

de la pensée. Le convenu sur l'impertinent. La vitesse, la circulation et la rotation marchandes l'emportant sur le pas du marcheur. Le bavardage et la posture publicitaire tendront à contaminer l'univers et l'imaginaire symbolique tout entier, à gommer les différences, à lisser les goûts, les esthétiques, à nier l'expérience. Les accents disparaissent, l'aspérité des singularités est gommée, l'attention se dissout. Une sorte de misères symbolique s'installe. Gérard Paris-Clavel: « À la misère sociale s'ajoute la misère des signes. » Ces années seront celles de l'essor des industries culturelles et de loisirs, celui de toute une logistique de commercialisation de masse. Arrivée des hypermarchés, des zones commerciales en périphérie urbaine et intra-muros, des centres commerciaux. Lieux organisés, éclairés, fortement sonorisés et conçus au fond comme de vastes usines marchandes. La consommation y est standardisée et taylorisée. Ils deviendront le modèle dominant. Ils sont des lieux « enfermant » à l'architecture close, soumettant le désir à la rotation marchande. On construit des villes nouvelles et des technopoles. Ainsi, en 1965, l'Île-de-France lance la création de cinq villes nouvelles. Naissance également des grands ensembles, tel celui de la cité des 4000 à La Courneuve. Se dégage l'image stigmatisante de « la » banlieue. Des films rendront compte de ces mutations/transferts de populations ouvrières et populaires ⁽⁸⁾.

L'incommensurable de nos luttes

Les formes et habitudes de la consommation marchande tendent à se propager à d'autres sphères de l'existence et à investir celles réputées gratuites et à marquer tous les comportements. Les savoirs, les tournures langagières imagées et les pratiques populaires sont érodés, notamment ceux nés dans l'exercice du travail qui, dans l'affaire, perd de sa capacité symbolique à manifester son existence à tous par la technicité de son travail, la performance de son professionnalisme. La figure de proue de la classe ouvrière, l'ouvrier qualifié, est submergée par l'arrivée de nouveaux groupes professionnels qui se massifient, celui des ingénieurs et techniciens, celui des employés (qui eux-mêmes voient de plus en plus leur travail taylorisé), à la composition essentiellement féminine, et celui d'OS, souvent immigrés, dont les très fortes luttes dans les foyers et dans les entreprises pour leur reconnaissance, leur dignité et leur intégration manifestent par elles-mêmes leur importance ⁽⁹⁾. À l'horizon se profile l'arrivée d'importantes modifications technologiques (information/informatisation) qui modifieront la finance et les comptabilités, le management, *process* et conditions de travail, vie quotidienne, rapports sociaux.

Pour autant, la dynamique de Mai ne se laisse pas réduire à la seule satisfaction de revendications ouvrières, aussi conséquentes qu'elles aient été et dont beaucoup seront d'ailleurs grignotées, rejouées, « reprises ». Nous sommes dans le temps long des choses, et surtout dans l'incommensurable, dans ce qui ne se pèse pas à la balance avec laquelle on évalue des conquêtes sociales. Ce que nous aurons peut-être du mal à comprendre. De puissants rêves et aspirations, gorgés de confusions, parfois plus



DR / IHS CGT

d'illusions que d'utopies, à une autre société, à une vie libérée, émancipée, parfois soutenus par une presse insolente et satirique (*Charlie, Actuel, Hara-Kiri*) et portés par des performances et des actions artistiques « underground », continueront d'« animer » les âmes, y compris dans la matérialité de la militance ouvrière. Pourtant, cela peut laisser à ceux qui ont vécu ces années le goût amer des blés verts fauchés. Le capital n'est pas sans plasticité. Il est réactif, opère et compte rapidement. Dès avant la fin de 1975, l'arrivée d'une économie libérale mondialisée imposera ses formes à la vie. Pourtant les choses ne seront plus comme avant. De nouvelles socialisations, de nouvelles façons de voir le monde, d'y être présents, s'installent. Des débats se développent, des émissions de télévision ouvrent l'imaginaire à la modernité (*Les Shadoks*, avril 1968), ou à la confrontation sensible du quotidien à l'exigence artistique comme ressource à l'émancipation (Éliane Victor, *Les Femmes aussi*). Les choses sont mêlées et se reprennent toujours. Nous verrons surtout l'extension du domaine de la lutte à des thématiques jusque-là trop peu présentes dans le syndicalisme, notamment CGT (genre et mixité, autonomie/collectif, écologie, place de l'encadrement, exercice de la tâche, temps libéré, culture) et dans lequel il s'impliquera. La CGT prend difficilement la mesure de ce grand chambardement de la culture au travail dans ses rapports avec une culture commune qui vit elle-même de nouvelles imbrications avec la sphère de la création et de la recherche.

À vrai dire, je crois, mais je ne suis pas historien, et seule une longue exploration plus rigoureuse et plus large du corpus syndical permettrait de valider ce qui demeure une intuition, la CGT n'envisage pas même cette problématique, du moins selon le prisme d'une réflexion politique, avant 1974. Sans doute parce qu'il lui a d'abord fallu gérer la précipitation d'un mouvement dont elle était mal préparée à appréhender la forme et dont elle a tardé à mesurer l'ampleur des aspirations qu'il portait ; parce qu'il lui a fallu conduire des rapports complexes entre des organisations dont certaines étaient encore inconnues avant

L'université libre de Vincennes, année 1970.

(8) *Citons* : Deux ou trois choses que je sais d'elle, de Jean-Luc Godard (1967) ; Le Joli Mai, de Chris Marker (1962) ; Playtime (1967) et Trafic (1971), de Jacques Tati. (9) *Etcherelli (Claire)*, Élise ou la vraie vie, éditions Denoël, 1967, 277 pages.

Affiche sur la censure à l'ORTF, atelier des Beaux Arts.



mars 1968. Elle était associée à l'ancien monde. Elle n'était pas la seule à être vilipendée ! Les ordres si stables chaviraient, les vieilles hiérarchies, les rites, usages et codes bousculés se brouillaient.

Reste tout de même que le festival et la journée d'étude de la jeunesse annoncée fin 1967, prévue pour mai 1968 et qui, grèves et manifestations obligeant, seront reportés sans retard en novembre, témoignent d'une préoccupation de la CGT et de son secrétaire général, Georges Séguy, envers la jeunesse et de leur volonté de la rejoindre sur ses aspirations et sa sociabilité propre ; mais la dimension culturelle proprement dite est peu approchée.

Durant toutes ces années, la CGT, du moins dans son expression confédéralisée, reste sur la démarche et les approches de 1936, renforcée en 1945 par l'institution des comités d'entreprise qu'elle saura très souvent mobiliser, entre autres pour la rencontre des artistes, des chercheurs avec la classe ouvrière et l'accès aux œuvres. Selon cette logique, en 1969 et 1971, elle organisera, avec le concours de Travail et Culture (T & C), deux expositions nationales « Les travailleurs et les arts », où seront exposées des œuvres d'amateurs approchées de celles d'artistes profes-

La CGT et Paris VIII en 1968 ou le défi de la

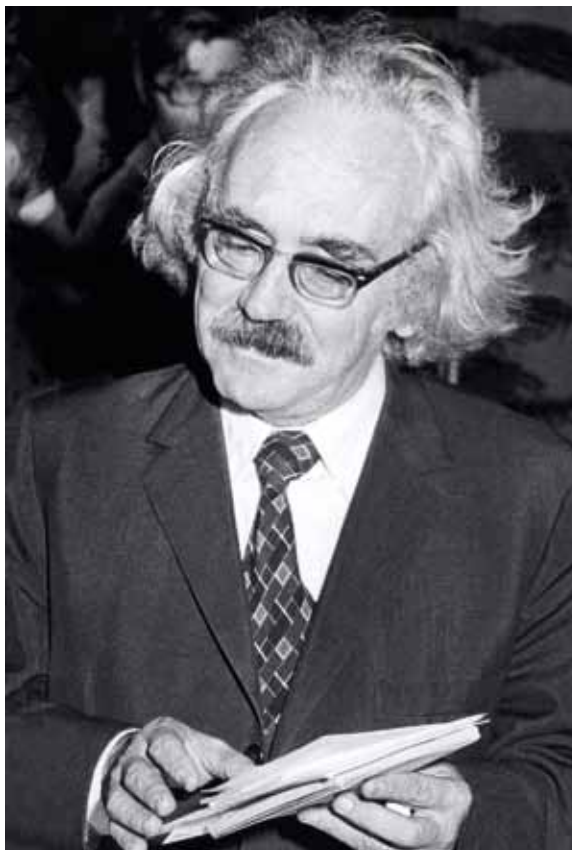
Selon Danielle Tartakoswky, « Les histoires de l'université de Vincennes n'évoquent guère le fait que l'union départementale CGT de Paris, sensible à l'opportunité que l'existence du Centre universitaire expérimental de Vincennes ouvrait aux salariés, accepta dès 1969 de participer au conseil de gestion et fit une campagne d'information en direction des salariés pour les inciter à s'y inscrire ⁽¹⁾. » Alors comment apprécier cette empreinte de Mai 68, à la fois facteur et résultante d'une culture syndicale où se sont exprimées « différences et solidarité, contestation et liberté, innovation et transgression, expérimentation et rigueur scientifique » ? Grâce aux initiatives de sa commission de l'Ugic, et notamment à l'esprit d'ouverture du secrétaire général Marius Bertou, l'UD de Paris, dès sa naissance en 1966 et durant le mouvement de 1968, a noué des contacts avec des organisations étudiantes, parisiennes ou nationales, sur les questions de débouchés, de reconnaissance des diplômés et de formation permanente. Cet acquis d'un travail en commun et la conscience plus nette d'intérêts convergents se sont concentrés, logiquement, sur ce qui est aujourd'hui reconnu comme un patrimoine intellectuel et une expérience unique et ouverte sur l'avenir. Au lendemain de Mai, la loi Edgar Faure fixait la création de plusieurs universités expérimentales, et notamment Vincennes, masquant certaines intentions inavouables, dont celle de prétendre exiler les « gauchistes » hors de Paris. Mesurant les dangers de détournement des ambitions de Mai 68 et soutenant l'action tenace d'universitaires (dont Hélène Cixous, Raymond Las Vergnas ou encore Claude Frioux), la CGT s'engage alors pour réussir ce pari d'une université portant des exigences maintes fois exprimées, avant même 68 : « autonomie et pluridisciplinarité, ouverture aux travailleurs non bacheliers, affirmation de la dialectique formation initiale-formation permanente, contrôle des connaissances et validation des acquis sous forme d'unités de valeur et, novation

importante, un conseil de gestion élu, avec une représentation étudiants, enseignants et membres du personnel administratif et de service » ⁽²⁾. C'est précisément sur ces bases que la CGT, en réponse à la sollicitation du président Jacques Droz, va siéger au conseil de gestion. Dès sa première séance, le 4 juillet 1969, j'y participe en conscience de la portée de Vincennes, son enjeu, sa nature, son statut et sa spécificité et, d'autre part, de l'importance que cette création revêt pour le syndicalisme... Cela n'a pas été sans problèmes, de droite ou de gauche, et la « route des Tournelles » conduisant à la faculté fut souvent pavée d'obstacles préfigurant les conflits sur le campus lui-même... Ce conseil n'était pas de tout repos, face aux agitations permanentes de groupes extrémistes dont l'opposition à l'existence de Vincennes se conjuguaient avec un refus viscéral de la présence de la CGT. En dépit de débats internes – « Pourquoi la CGT soutient-elle Vincennes et Edgar Faure ? Que fait l'UD avec les gauchistes ? » – et surtout de campagnes externes – « université de classe, vieux mythe de l'éducation permanente, sous la protection des gros bras de la CGT, sous dirigisme du PCF » –, le rôle responsable et constructif de l'UD et de l'Ugic ⁽³⁾, s'appuyant sur l'activité de la CGT du campus lui-même, a été majoritairement reconnu. Ainsi de la visite organisée pour les militants CGT de Paris et de la région parisienne, le 23 juillet 1969, en présence d'Henri Krasucki, visite de « soutien et promotion » destinée à faire connaître cette expérience et favoriser l'inscription des salariés de la capitale pour la rentrée 1969-70. Nous avons tenu aussi plusieurs assemblées de militants à la Bourse du travail de Paris, avec la participation d'universitaires de Vincennes, tels Madeleine Rebérioux, André Gisselbrecht, Jean Bruhat, et des réunions dans divers comités d'entreprise pour présenter les spécificités de Paris VIII. L'UD a édité des affiches énonçant les enseignements et les conditions d'inscription pour les salariés, bacheliers ou non ;

sionnels ⁽¹⁰⁾. Parallèlement, se tiendront également des initiatives ou journées d'étude sur les comités d'entreprise et/ou la culture, en novembre 1965 puis en janvier 1969, sur l'accès des travailleurs à la culture. Il en ressort qu'au total la culture, pour être abordée, l'est peu et souvent uniquement sous l'angle des loisirs ou de la conquête de la culture légitimée (celle à l'époque incarnée par André Malraux) et noyée dans l'ensemble des activités sociales, sous les angles :

- de la gestion d'activités permettant d'accéder aux œuvres, accès entravé par les conditions de vie et de travail, et de porter des revendications de moyens auprès du patronat et des politiques publiques étatiques ;
- de la défense des équipements culturels et des maisons de la culture ;
- de la défense des libertés, de l'opposition aux censures, de la démocratisation, moins de l'émancipation.

Les œuvres artistiques présentées relèvent surtout du patrimoine « humaniste » aux contours arrêtés et hérités des lendemains de la guerre et dont, justement, le grand livre des portraits est en train d'être refermé par une jeunesse insolente. On trouve peu d'écrits sur les « étoiles montantes » de l'époque dont les créations renouvelleront



Portrait de Marius Bertou, 1976.

GERALD BLONGCOURT / IHS CGT

culture et du travail

résultat : plusieurs milliers d'inscriptions de salariés parisiens aux motivations diverses : formation initiale ou complémentaire, aspiration à la culture générale avec des ambitions de promotion professionnelle ou de recherche personnelle d'acquisition de connaissances. Naturellement, la CGT s'est engagée sur la nature des enseignements et sur les dossiers économiques et sociaux, par exemple pour la « mise en place d'un service de formation permanente à Paris VIII, constitution d'une commission de travail destinée à apprécier les besoins des salariés, définition des structures d'accueil mieux adaptées et engagement de l'université, avec les syndicats, pour exiger du patronat des mesures sociales permettant de suivre des cours pendant le temps de travail ». Cette expérience du couple CGT-Vincennes manifeste la dimension symbolique de cette université, née d'aspirations fortes des salariés, de la conviction, chez nombre d'enseignants, de l'urgence d'une démocratisation, par le recrutement des étudiants et dans le fonctionnement des universités, de besoins objectifs de la société. Nous y avons appris l'université « pluridisciplinante », nous y avons vu s'exprimer chez les salariés étudiants le sentiment d'être reconnus, nous y avons fait l'expérience de décloisonnement et de coopération des enseignements. Vincennes a fait ce Paris VIII toujours debout à Saint-Denis, riche de la convergence de combats solidaires « monde du travail-université-étudiants » pour une formation non pas en soi, mais pour soi, condition d'une éducation pour tous...

Gérad ALEZARD

(1) Cf. Tartakowsky (Danielle), Construire l'Université au XXI^e siècle. Récits d'une présidence, Paris 8 – 2012-2016, Éditions du Détour, 2017, 224 pages.

(2) Cf. « Le Guide de l'étudiant », cité dans : Djian (Jean-Michel), (dir.), Vincennes, une aventure de la pensée critique, Flammarion, 2009, 192 pages.

(3) L'Ugic devient l'Ugict en 1969.

notre perception et notre usage du monde dans les années qui s'ouvriront ; peu de place, par exemple, aux chercheurs que la CGT de Paris côtoiera à Vincennes.

Les expériences novatrices mises en œuvre par T & C, par quelques comités d'entreprise dont on souhaite qu'ils coopèrent entre eux ou associations ouvrières d'éducation populaire créées par eux comme, par exemple, le CCP de Saint-Nazaire (1963), ou dont ils sont complices, sont peu ou pas relayés. À la lecture, on sent la difficile articulation, le difficile partage de terrains des différents acteurs.

La CGT renouvelle difficilement sa pensée à la hauteur exigée par les mutations en cours et à saisir fermement la « culture de débat » qui s'affirme à l'époque. Elle repense difficilement la pédagogie de ses stages, s'ouvre difficilement à la culture de débat, transforme sa propagande. Il faut attendre le 8 octobre 1975 pour qu'une marche importante soit franchie, lorsque la CGT, sur l'initiative de Georges Ségué et sur proposition du Bureau confédéral, crée un service culturel dont elle confie la présidence à René Bulh et le secrétariat à Marius Bertou ⁽¹¹⁾. Une nouvelle page se tourne, celle de la construction d'une politique culturelle nationale. La CGT « se doit [...] d'avoir une politique et une action culturelles indépendantes. Elle ne peut déléguer ni ce soin, ni cette autorité à personne d'autre. La CGT accorde importance à toutes les institutions, les organisations, y compris en premier lieu les CE, qui se préoccupent de culture. Elle respecte leur rôle spécifique, s'aide de leur activité mais elle dit en son nom ce qu'est sa conception de la politique culturelle dans laquelle le travail, c'est-à-dire le geste, sa pensée, même quand ceux-ci sont encore aliénés, demeure un élément essentiel de la culture ».

Jean-Pierre BURDIN

(10) Se reporter à : « La CGT et la Culture », Le Peuple, n° 818, du 16 au 31 mars 1969.

(11) Le Peuple, n° 980, du 1^{er} au 15 janvier 1976, p. 5-8.